

<https://www.aefinfo.fr/depeche/711810>

Antonin Gouze

6 min read

## Concertation sur l'autorité à l'école : le MENJ soumet dix mesures aux acteurs de l'Éducation nationale

"Généraliser le 8h – 18h pour tous les collégiens, recourir aux internats, harmoniser un régime de punitions scolaires, sanctionner les élèves perturbateurs aux examens"...  
Telles sont quelques-unes des dix mesures figurant sur le canevas fourni aux acteurs de l'Éducation nationale par le MENJ le 3 mai 2024, à propos desquelles il veut recueillir leurs propositions. Elles reprennent dans l'ensemble les annonces de Gabriel Attal du 18 avril. La concertation s'étendra jusqu'à mi-juin et les organisations syndicales d'enseignants, très critiques sur le procédé, seront reçues au ministère le 15 mai.



Dans son "canevas" diffusé le 3 mai 2024, le MENJ soumet aux acteurs de l'Éducation nationale la proposition de "scolariser tous les collégiens en semaine de 8 heures à 18

heures". Shutterstock - Lucky Business

Comme annoncé par Nicole Belloubet le vendredi 3 mai 2024 - lors de la visioconférence de lancement de la concertation sur les mesures visant à ramener "l'autorité à l'école" ([lire sur AEF info](#)) - un 'canevas' a été diffusé par le MENJ aux acteurs de l'Éducation nationale (recteurs, DASEN, organisations syndicales, directeurs d'administration, associations de parents d'élèves, représentants de l'éducation populaire), auquel AEF info a pu avoir accès.

Ce document rappelle les trois axes autour desquels va s'articuler la concertation qui s'étendra jusqu'à la mi-juin (cf. encadré), et à propos desquels les acteurs consultés sont invités à "dresser leurs constats", "identifier les besoins (prévention, réparation, sanction)" et "proposer des mesures concrètes" :

- "Comment responsabiliser les élèves ?
- Comment mieux impliquer et responsabiliser les parents ?
- Comment faire de l'École un lieu mieux protégé et qui protège toujours mieux ?"

Une dizaine de mesures soumises à la concertation

Le document liste ensuite les dix mesures soumises à la consultation des acteurs de l'Éducation nationale, dont une partie avaient été annoncées par Gabriel Attal, lors de son discours à Viry-Châtillon le 18 avril 2024 ([lire sur AEF info](#)). Concernant chacune des mesures, les répondants sont invités à faire part de leur "analyse, intérêts, points de vigilance" et commentaires sur les "modalités de mise en œuvre". Un champ pour soumettre "deux mesures ou propositions d'action qui [leur] sembleraient prioritaires" est également prévu.

Parmi les mesures soumises, certaines sont d'ordre disciplinaire :

- "sanctionner les élèves perturbateurs aux examens (brevet, CAP ou bac) et les pénaliser sur Parcoursup. Pour faire lever ces mesures, donner la possibilité de réaliser des activités d'intérêt général et de ne pas récidiver,
- créer une mesure de responsabilisation à l'école primaire en leur faisant réparer les dommages matériels occasionnés dans l'école,
- faire se lever les élèves à l'entrée du professeur dans la classe,

- faire participer l'ensemble des élèves aux tâches communes au sein de leur enceinte scolaire,
- à partir de la rentrée 2024, installer des commissions éducatives dès l'école primaire avec des sanctions adaptées,
- harmoniser dans toutes les écoles et rendre plus cohérentes les 'punitions scolaires' prononcées en classe au travers d'un règlement intérieur type".

Tandis que d'autres sont centrées sur la prise en charge et la "responsabilisation" :

- "scolariser tous les collégiens en semaine de 8 heures à 18 heures, en commençant par les réseaux d'éducation prioritaire,
- proposer aux parents une prise en charge en internat pour les élèves ayant besoin de retrouver un cadre,
- faire signer aux responsables légaux un 'contrat' avec les établissements scolaires, rappelant les droits et obligations de chacun,
- mettre en place un contrôle réel et efficace de l'âge des jeunes inscrits sur les réseaux sociaux, pour faire respecter la majorité numérique à 15 ans."

une "vision de l'éducation simpliste et inquiétante" (Snes-FSU)

Interrogé par AEF info, le ~~SNPDEN-Unsa~~ regrette que les mesures soumises à la consultation dans ce canevas, "donnent l'impression d'être déjà actées et que leur mise en place se fera sans réelle concertation. D'autant que beaucoup de mesures proposées ressemblent à des choses qui se faisaient déjà", souligne Olivier Beaufrère, secrétaire national éducation et pédagogie du syndicat.

Le syndicat de chefs d'établissement rappelle plutôt "la nécessité de placer davantage d'adultes dans les établissements. Par exemple, le nombre de poste d'~~AED~~ serait en baisse, il faut donc pourvoir les postes vacants, et même les augmenter".

Dans un communiqué du 5 mai 2024, le ~~Snes-FSU~~ dénonce également des "propositions fermées" soumises par le MENJ et une "vision de la jeunesse et de l'éducation extrêmement simpliste et très inquiétante [...] très loin d'un projet éducatif et émancipateur pour la jeunesse".

Les organisations déplorent à nouveau le "calendrier serré" de cette concertation ([lire sur AEF info](#)) qui témoigne d'un "sens très particulier du dialogue social par l'exécutif" et "vide de son sens le concept de démocratie sociale", estime le Snes. "Il est regrettable que ce travail de concertation se fasse dans l'empressement, alors qu'il s'agit de sujets importants. Ces effets d'annonce provoquent un sentiment d'urgence, quand nous voudrions travailler sur le fond", souligne le SNPDEN.

## Le calendrier de la concertation

Pour rappel, la concertation des acteurs de l'Éducation nationale va s'étendre jusqu'à la mi-juin, avec plusieurs étapes :

- 8 mai : les Dasen devront remonter aux rectorats les premières conclusions élaborées avec leurs équipes,
- 13 mai : les recteurs d'académies devront remettre au MENJ les propositions centralisées,
- 15 mai : les organisations syndicales seront entendues,
- 16 mai : une première réunion des recteurs fera une synthèse des remontées académiques,
- 20 mai : Nicole Belloubet rendra les premières conclusions de la concertation,
- mi-juin : après 4 semaines "d'expertise par les services du MENJ", les propositions retenues seront annoncées.

Generated with Reader Mode